

AVIS DE LA COMMISSION PARITAIRE LOCATIVE CONCERNANT LE DOSSIER NUMÉRO 25-038

En vertu de l'Ordonnance du 28 Octobre 2021 visant à instaurer une Commission paritaire locative (« CPL ») et à lutter contre les loyers abusifs, la Commission s'est réunie le 22 juillet 2025, à la suite de la demande d'avis introduite le 26 mai 2025 relative au logement sis à 1060 Saint Gilles.

Résumé de la décision

- La Commission estime que le montant actuel du loyer (1.358,00 EUR/mois) est raisonnable ;

PROCEDURE

Le 26 mai 2025, le demandeur a introduit une demande d'avis auprès de la Commission paritaire locative.

Le 22 juillet 2025, les parties ont été entendues par la Commission paritaire locative.

Madame, la bailleresse a demandé le report de la séance. La Commission a souhaité à l'unanimité de ses membres poursuivre l'analyse du dossier.

SEANCE

Les parties prenantes au bail ainsi que les personnes choisies pour les accompagner, ont été convoquées à la séance de la CPL pour présenter leurs arguments.

Les personnes suivantes étaient présentes pour la partie demanderesse :

- Le demandeur ;

Les personnes suivantes étaient présentes pour l'autre partie :

- /

MOTIVATION

La Commission a considéré à l'unanimité de ses membres que le loyer du bien n'est pas abusif. Elle base son avis notamment sur les caractéristiques et la situation du bien.

La Commission renvoie la partie demanderesse devant l'autorité compétente pour les problèmes liés à la jouissance du bien.

CONCLUSION

Les membres de la Commission ont conclu, à la lumière des éléments qui lui ont été fournis, que le montant du loyer pour le bien sis à 1060 Saint Gilles, est raisonnable et ne doit par conséquent pas être révisé.

La Commission paritaire locative a remis son avis en application de l'article 107/1 du Code bruxellois du Logement. Elle rappelle qu'en application en vertu de l'article 107/1, al. 4 que les avis de la Commissions paritaire locative **ne sont pas contraignants**.

Pour la Commission, le 22 juillet 2025,

Le Président signe après avoir encadré les débats et contrôlé la régularité de la procédure d'avis :